

- Le Monde - 02 juillet 2004 : Ceux qui regardent la maison brûler par Benjamin Dessus, Yannick Jadot et Philippe Quirion

Dans une tribune au titre accrocheur, "Réchauffement climatique : trop tard ?" (Le Monde du 25 juin), Michel Barnier, ministre des affaires étrangères, Serge Lepeltier, ministre de l'environnement, et leurs deux homologues du Royaume-Uni constatent que "le processus de négociation multilatérale engagé dans les années 1990 à propos du climat se trouve aujourd'hui à un tournant critique" et plaident vigoureusement pour sa relance. On ne peut évidemment que s'en féliciter.

N'hésitant pas (quitte à oublier quelque peu la prudence encore affichée par la communauté scientifique) à attribuer la canicule de 2003 et les "inondations à répétition" au renforcement de l'effet de serre, ils nous présentent un scénario alarmant des conséquences du réchauffement et des coûts "incalculables" et en même temps "manifestement bien supérieurs à ceux des mesures visant à maîtriser le phénomène".

S'ensuit très logiquement l'affichage d'une volonté forte et partagée par les deux Etats de faire face : dans un premier temps, convaincre nos partenaires européens de respecter les engagements de maîtrise de la croissance du stock de gaz à effet de serre dans l'atmosphère pris à Kyoto ; dans un second, s'attaquer à la réduction de ce stock. Bravo pour cet appel vibrant à la mobilisation des gouvernements et de la société civile tant il est vrai, nous disent-ils après Saint-Exupéry, que "l'avenir, il ne suffit pas de le prévoir, mais de le rendre possible". On pourrait s'attendre, après ce long plaidoyer mobilisateur et cet appel à la vertu et à la solidarité de nos voisins, à voir l'essai transformé par une présentation de l'exemplarité des mesures adoptées ou en cours d'adoption dans ces deux pays, et qui pourraient servir d'exemple au reste de l'Europe.

Las, tout devient alors flou, du moins pour la France. Nos auteurs se félicitent de la très rapide réduction des émissions du Royaume-Uni (- 15 % en dix ans malgré une croissance économique de + 30 %) et de l'effort considérable de l'Allemagne dans le domaine des énergies renouvelables.

Pour la France, pas un mot, sauf pour nous rappeler qu'elle se situe "toujours" (mais on pense irrésistiblement : "encore, mais pour combien de temps ?", quand on analyse l'évolution des chiffres) dans le peloton des pays développés les plus vertueux en termes d'émissions par habitant, "notamment du fait de sa politique énergétique" supposée bien connue du lecteur.

Mais, au fait, de quelle politique énergétique s'agit-il ? Parle-t-on de la loi d'orientation en cours de discussion au Parlement ? Les mesures concrètes en faveur de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre y sont dangereusement absentes : quasiment rien n'est prévu dans les deux secteurs les plus émetteurs, les transports (avec une croissance des émissions de 2 % par an) et le patrimoine immobilier ancien dont les performances thermiques sont déplorables. Ce n'est évidemment pas la seule décision concrète adoptée, la construction d'un démonstrateur d'EPR, le nouveau réacteur nucléaire d'Areva, prévu pour entrer en fonction en 2012, ni les signaux extrêmement négatifs envoyés au secteur des énergies renouvelables qui vont nous permettre de contribuer à nos engagements de Kyoto en 2010 et après.

Alors, que reste-t-il à montrer fièrement à nos voisins ? Le plan climat, annoncé depuis près d'un an comme imminent, est reporté de semaine en semaine. Les mauvaises langues disent qu'à force de compromis interministériels et de pressions des différents lobbies, son contenu

en termes d'action publique est devenu tellement léger que personne n'ose plus le présenter. Le bonus-malus en serait la mesure-phare ? Elle est déjà contestée par le ministre de l'industrie qui, avec son collègue des transports, favorise toujours le "tout-routier".

Enfin, la directive européenne qui oblige les Etats membres à limiter les émissions de gaz à effet de serre de l'industrie est vidée de son sens par le gouvernement français. Contrairement à son voisin britannique, la France a fixé un plafond tellement laxiste que la directive s'apparente à un dispositif d'engagements volontaires des industriels.

Comble d'ironie, nos auteurs nous rappellent avec force notre devoir de soutien, sur le plan financier et technique, aux initiatives des pays en développement. On s'attendrait, là encore, à une description de ces actions de soutien (réorientation des crédits d'exportation, de l'aide publique au développement...). Pas du tout. Ce qu'on nous détaille, ce sont les programmes de la Chine en matière d'énergies renouvelables ou du Brésil pour l'efficacité énergétique, en se félicitant de ces initiatives porteuses d'espoir mais sans dire un mot de notre participation éventuelle ou des leçons à en tirer pour nous.

D'un côté, donc, un discours argumenté, mobilisateur, quasiment militant avec description sans concessions des malheurs qui nous guettent, mea culpa convaincant sur nos responsabilités et rappel des devoirs qui nous incombent, à nous mais surtout à nos voisins ! De l'autre, une absence de plus en plus assourdissante de définition et de mise en place d'une politique nationale à la hauteur des enjeux abondamment décrits.

Comme si, par un phénomène de vases communicants, la vigueur du discours se "renforce" constamment du vide de l'action, comme si la prophétie de nos Cassandre paralysait définitivement la volonté de nos gouvernants.

"La maison brûle et nous regardons ailleurs", nous disait Jacques Chirac dans un discours resté fameux. En lisant cette tribune, on en est convaincu : nos ministres ne nous proposent pas d'aller chercher des seaux, d'organiser la chaîne et d'éteindre le feu mais plutôt de créer un observatoire-français-de-la-maison-qui-brûle pour avertir les foules des dangers qui les guettent et conseiller utilement... nos voisins sur les mesures à prendre.

Benjamin Dessus est ingénieur-économiste, président de l'association Global Chance.
Yannick Jadot est économiste, directeur des campagnes de Greenpeace France
Philippe Quirion est économiste, président du Réseau action climat France.